

SAINT LOUIS AGGLOMERATION

Service de l'EAU POTABLE



**Rapport présentant le comparatif
des modes de gestion du service
public de l'eau potable et les
caractéristiques des prestations
que doit assurer le délégataire**



SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	0
2. DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ACTUELLE	1
2.1. LE CONTRAT D’AFFERMAGE ACTUEL DE L’EAU POTABLE	1
2.1.1. Cadre contractuel	1
2.1.2. Cadre technique des contrats	3
2.1.2.1. LES INSTALLATIONS	3
2.1.2.2. LES RESEAUX	5
2.1.3. Cadre financier des contrats (données issues des RAD du délégataire)	5
2.2. LE CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES ACTUEL DE L’EAU POTABLE – SECTEUR SIERENTZ	5
2.2.1. Cadre contractuel	5
2.2.2. Cadre technique du contrat	5
2.2.2.1. LES INSTALLATIONS	5
2.2.2.2. LES RESEAUX	6
2.3. LE CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES ACTUEL DE L’EAU POTABLE – SECTEUR PORTE DU SUNDGAU	7
2.3.1. Cadre contractuel	7
2.3.2. Cadre technique du contrat	7
2.3.2.1. LES INSTALLATIONS	7
2.3.2.2. LES RESEAUX	8
2.4. PERIMETRE GEOGRAPHIQUE ET TECHNIQUE – ENJEUX ET EVOLUTIONS	8
2.4.1. Périmètres techniques	8
2.4.2. Périmètres délégués	9
3. PRINCIPES GENERAUX ET MODES DE GESTION POSSIBLES	11
3.1. PRINCIPES GENERAUX	11
3.1.1. Rôle de l’autorité organisatrice	11
3.1.2. Le service public local	12
3.1.3. Les principes fondamentaux de gestion	12
3.1.3.1. LE PRINCIPE DE L’EQUILIBRE FINANCIER DU SERVICE	12
3.1.3.2. LE PRINCIPE DE LA CONTINUITÉ DE SERVICE	13
3.1.3.3. LE PRINCIPE D’EGALITÉ DES USAGERS	13
3.1.3.4. LE PRINCIPE DE MUTABILITÉ	13
3.2. LES DIFFERENTS MODES DE GESTION POSSIBLES	14
3.2.1. Principes généraux	14
3.2.2. Régie directe, régie autonome et régie personnalisée	14
3.2.3. Les sociétés locales	14
3.2.3.1. LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL)	14
3.2.3.2. LA SOCIÉTÉ D’ÉCONOMIE MIXTE À OPÉRATION UNIQUE	15
3.2.4. Les contrats de concession	15
3.3. CARACTERISTIQUES COMPAREES DES MODES DE GESTION	16
3.3.1. L’exploitation du service	16
3.3.2. Le financement et la réalisation des équipements	17
3.3.3. Le régime fiscal	17
3.3.4. Différences essentielles entre les deux modes de gestion	18
3.3.4.1. UN RAPPROCHEMENT DES DEUX MODES DE GESTION	18
3.3.4.2. QUATRE DIFFERENCES ESSENTIELLES	18
3.3.5. Synthèse	19
3.3.5.1. LA GESTION DIRECTE	20
3.3.5.2. LES SOCIÉTÉS LOCALES	21
3.3.5.3. LA GESTION INDIRECTE	22
3.3.5.4. SYNTHÈSE GESTION DIRECTE / INDIRECTE	23
4. SYNTHÈSE / ORIENTATIONS	24

4.1.	SYNTHESE	24
4.2.	CLOTURE DES CONTRATS	25
4.3.	ORIENTATIONS	26
5.	LES 2 MODES DE GESTION COMPARES	27
5.1.	EXPLOITATION EN REGIE AUTONOME	27
5.1.1.	Les modalités de mise en place	27
5.1.2.	Relations avec le Concessionnaire en fin de contrat	27
5.1.3.	Le personnel	28
5.1.4.	Relations avec les tiers	29
5.1.5.	Relations avec les abonnés	29
5.1.6.	Les implications économiques	29
5.1.7.	Planning	30
5.1.8.	Estimation des moyens à mettre en place dans le cas d'une régie	30
5.1.8.1.	DEFINITION DES TACHES A EFFECTUER	30
5.1.8.2.	MOYENS HUMAINS	32
5.1.8.3.	MOYENS MATERIELS	32
5.1.8.4.	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	33
5.2.	EXPLOITATION DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE CONCESSION (DSP DE TYPE AFFERMAGE)	34
5.2.1.	Présentation	34
5.2.1.1.	CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE CONCESSION	34
5.2.1.2.	TARIFS DE LA CONCESSION	34
5.2.2.	Implications d'une gestion dans le cadre d'un contrat de concession (DSP de type affermage)	34
5.2.3.	Procédure de mise en place	35
5.3.	ENJEUX ET CONSEQUENCES DE LA MISE EN PLACE DE CHAQUE MODE DE GESTION	36
5.3.1.	En termes de responsabilité pour la collectivité	36
5.3.2.	En termes d'organisation et de personnel	36
5.3.3.	En termes de moyens techniques et financiers	37
5.3.4.	En termes de gestion des abonnés	37
5.3.5.	En termes de gestion patrimoniale	38
5.3.6.	Réglementation, communication et gestion des crises	38
5.3.7.	Position de la Collectivité en fonction des différents modes de gestion	39
6.	ELEMENTS DE REFLEXION	40
6.1.	LE CONTEXTE DE LA GESTION DE L'EAU	40
6.2.	REGIE ET CONCESSION (DSP DE TYPE AFFERMAGE)	41
6.3.	LES APPORTS DE LA CONCESSION (DSP DE TYPE AFFERMAGE)	41
6.4.	LES APPORTS DE LA REGIE	41
7.	MODE DE GESTION ENVISAGE	42
7.1.	MOTIVATION DU CHOIX ET RECOMMANDATIONS	42
7.2.	PERIMETRE	43
7.3.	CHOIX DE LA DUREE	43
7.4.	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	45
7.5.	CADRE JURIDIQUE	46

1. INTRODUCTION

SAINT LOUIS AGGLOMERATION (SLA) assure les compétences eau potable et assainissement pour l'ensemble de ses 40 Communes membres.

L'exploitation du service de l'Eau Potable a été déléguée au travers de 2 contrats de Prestation de Services (PS) et un contrat de Délégation de Service Public (DSP) dont les échéances sont fixées au 31/12/2024 pour les 3 contrats. Les Prestations de Services portent sur la surveillance, l'entretien et contrôle des installations et ouvrages de production-stockage d'eau potable. La DSP couvre la totalité de l'exercice de la compétence d'alimentation en eau potable comprenant la production, l'adduction et la distribution.

Compte tenu de l'échéance proche de ces contrats, la Collectivité a lancé un diagnostic de la gestion actuelle et une réflexion visant à comparer les modes de gestion envisageables à partir du 1^{er} janvier 2025.

Ce rapport présente une analyse de la gestion actuelle du service avec un rappel des installations puis les différents modes de gestion envisageables. Il présente ensuite les caractéristiques du mode de gestion proposé.

C'est à l'appui de ce rapport que conformément à l'article L 1411- 4 du CGCT les membres du conseil communautaire voteront sur le futur mode de gestion.

2. DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ACTUELLE

2.1. LE CONTRAT D'AFFERMAGE ACTUEL DE L'EAU POTABLE

2.1.1. Cadre contractuel

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- **Type de contrat** : Délégation de Service Public de type affermage
- **Délégrant** : La Communauté d'Agglomération (SLA)
- **Délegataire** : VEOLIA
- **Objet** : Gestion du service public de l'eau potable
- **Durée** : 12 ans. Le contrat a ainsi pris effet au 1er janvier 2013 pour une échéance au 31 décembre 2024.

Périmètre : La gestion du service est assurée sur 7 communes de l'UD1 : Blotzheim, Saint-Louis, Huningue, Village-Neuf, Hégenheim, Buschwiller et Hésingue.

[Une autre partie de cette UD est gérée en régie avec 3 communes concernées : Attenschwiller, Michelbach-le-Bas et Michelbach-le-Haut.]

- **Avenant(s)** :

→ **Avenant 1 – 16/05/2017**

- Suites aux travaux réalisés pour mélanger les eaux des deux ressources principales puits Kabis dans réservoir Trottrain à Blotzheim => le délégataire s'engage à augmenter la part de production d'eau provenant de cette ressource => **50% d'eau provenant du puits Kabis en moyenne annuelle**

- Construction de 4 piézomètres de surveillance pour 85 495,7 € HT => **obtention aides AERM, Collectivité qui finance les travaux**

- Modernisation du système de relève du parc des compteurs existants avec un système de radio-relève de l'ensemble des compteurs abonnés (financé par SLA) avec a minima 2 relèves semestrielles pour facturation des consommations => **dans un délai de 3 ans - marque : Diehl Metering**

- Collectivité souhaite racheter le parc des compteurs pour en devenir propriétaire au 1er janvier 2017 (210 000€ HT)

=> Evolutions qui nécessitent de faire évoluer le suivi des obligations de renouvellement en adaptant les modalités de fonctionnement de la dotation de renouvellement

- Ajustement des clauses contractuelles relatives aux conditions de renouvellement des installations

→ **Avenant 2 – 03/11/2020**

- Modification du territoire => SLA au 1er janvier 2020
- Intégration des ouvrages suivants au périmètre de délégation au 1er octobre 2020
 - Réseaux de distribution de la commune de Buschwiller
 - Forage, réseaux d'adduction et de distribution et réservoirs de la commune de Hésingue

→ **Avenant 3 – 21/12/2022**

- Adaptation du régime de TVA applicable sur l'ensemble des opérations financières relatives au service délégué

→ **Avenant 4 – 01/11/2023**

- Compte tenu des travaux de mise en service d'un nouveau puits 2bis sur le champ captant de Saint-Louis Neuweg par la Collectivité (se substitue à l'ancien puits 2) => améliorations de la qualité de l'eau produite par la collectivité qui souhaite revoir les proportions d'eau utilisées => **au moins 30% d'eau provenant du puits Kabis + réglages de volumes produits afin que les taux de nitrates et pesticides distribués ne dépassent pas les valeurs réglementaires**
- Compte tenu de l'avancement des indicateurs, revoir les engagements du délégataire relatifs à la performance sur la réduction des pertes en eau => **pénalité P3 supprimée + instauration d'un article 27.3 Fonds dédié à la réduction des pertes en eau : obj -> 8,2 m3/j/km (83% rendement en 2023) et 7,1 m3/j/km (85% rendement en 2024)**
- Retrouver l'usage d'un bâtiment d'habitation situé à proximité de la station de pompage de Blotzheim et jusqu'à présent confié au délégataire => **article 20 remplacé par "sans objet"**
- Propositions complémentaires de la part du délégataire d'utilisation des fonds "Eau pour tous", la collectivité souhaite y donner une suite favorable => **utilisation des fonds au profit des abandons de créances à hauteur de 25 000€ en 2023 et idem en 2024**
- Intégration des clauses contractuelles relatives au respect au profit des usagers des 3 principes : égalité des usagers devant le service public / respect du principe de laïcité / principe de neutralité au service public => **veiller aux principes de laïcité et de neutralité du service public**

2.1.2. Cadre technique des contrats

2.1.2.1. LES INSTALLATIONS

➤ Les ressources

Le service compte 4 stations de production :

Ressource et implantation	Communes alimentées	Nature de la ressource	Traitement	DUP	Débits autorisés	Capacités réelles
Forage Hésingue - Bodenwassen	Hésingue	Eau souterraine	Javel	27/05/1986	900 m3/j	900 m3/j
Puits de l'Aéroport Saint Louis*	UD1 Ensemble des 7 communes + VEG (Michelbach/Attenschwiller) + UD8 VEG Neuwiller (depuis sept 2023)	Eau souterraine	Chloration	09/05/2018	2000 m3/j	3780 m3/j
Puits Kabis Blotzheim	UD1 Ensemble des 7 communes + VEG (Michelbach/Attenschwiller) + UD8 VEG Neuwiller (depuis sept 2023)	Eau souterraine	Chloration	27/01/1978	8000 m3/j	7200 m3/j
Puits 1 Saint-Louis Neuweg	UD1 Ensemble des 7 communes + VEG (Michelbach/Attenschwiller) + UD8 VEG Neuwiller (depuis sept 2023)	Eau souterraine	Chloration + Dénitratation	27/01/1978	18 000 m3/j	11 000 m3/j
Puits 2 Saint-Louis Neuweg	UD1 Ensemble des 7 communes + VEG (Michelbach/Attenschwiller) + UD8 VEG Neuwiller (depuis sept 2023)	Eau souterraine	Chloration + Dénitratation	27/01/1978		
Puits 3 Saint-Louis Neuweg	UD1 Ensemble des 7 communes + VEG (Michelbach/Attenschwiller) + UD8 VEG Neuwiller (depuis sept 2023) + Interconnexion direction Bartenheim créée	Eau souterraine	Chloration + Dénitratation	27/01/1978		

*Fin de l'exploitation – Arrêt du puits

➤ Les réservoirs

Sur le territoire, **4 ouvrages de stockage** pour une capacité de stockage totale de 7500 m3 sont présents :

Nom	Type	Commune	Capacité
Bâche rue d'Alsace	Semi-enterré	Hegenheim	500 m3 (2 x 250)
Réservoir Hésingue Ancien et Nouveau	Semi-enterré	Hésingue	750 m3 (1 x 250) + (1 x 500)
Réservoir du Stocket	Semi-enterré	Hegenheim	250 m3 (1 x 250)
Réservoir Trottrain	Semi-enterré	Blotzheim	6000 m3 (2 x 3000)

➤ Les surpresseurs

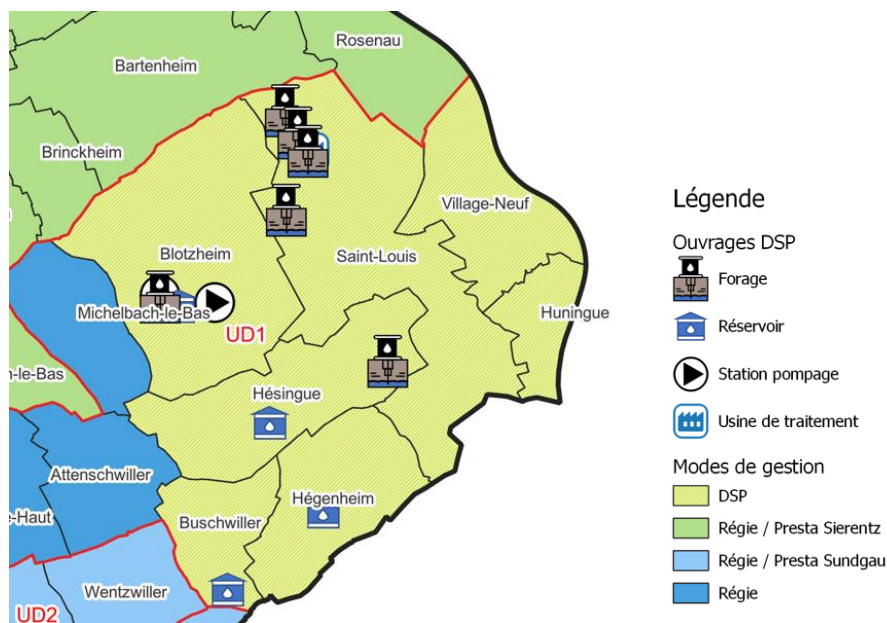
Sur le territoire, **2 ouvrages de surpression** sont présents :

- **Une station de surpression à Blotzheim** : Deux étages de pression, une pompe BP qui alimente le secteur de Michelbach et une pompe HP qui alimente le secteur de l'ex Ill-et-Gersbach (Sundgau). Le débit des pompes est de 27 m3/h.

La gestion se fait via le niveau du réservoir de Trottrain.

- **Une station de reprise au niveau du réservoir de Stocket** : Mise en service depuis le 01/11/2023 afin d'alimenter le secteur de Neuwiller en régie.

La carte ci-dessous situe la localisation de ces différents ouvrages principaux.



2.1.2.2. LES RESEAUX

Le réseau est constitué d'équipements hydrauliques, de conduites de transport et de conduites de distribution :

- **376 km** de canalisation dont **654 ml d'adduction** (Ø150) et **375 km de distribution** (avec 271 km de réseau de distribution (majoritairement Ø100 et Ø150) et 104 km de branchements).

2.1.3. Cadre financier des contrats (données issues des RAD du délégataire)

Le résultat de la délégation pour l'année 2022 s'établissait à **-21,3 K€ HT** (après impôts).

Le prix du service sur la base d'une facture 120 m³ par an et par abonné ressort à, en valeur 2023 (indicateur [D102.0]) : **1,65 € TTC/m³**.

2.2. LE CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES ACTUEL DE L'EAU POTABLE – SECTEUR SIERENTZ

2.2.1. Cadre contractuel

La prestation de service d'eau potable du secteur Pays de Sierentz est également attribuée à la société VEOLIA depuis le 27/05/2019 au 21/12/2024 pour une durée de 6 ans, qui concerne :

- La surveillance, l'entretien et le contrôle des installations et ouvrages de production-stockage d'eau potable pour Saint-Louis Agglomération

Les communes concernées sont Rosenau, Kembs, Steinbrunn-le-Haut, Rantzwiller, Landser, Schlierbach, Kœtzingue, Magstatt-le-Bas, Magstatt-le-Haut, Geispitzen, Waltenheim, Uffheim, Sierentz, Bartenheim, Brinckheim, Stetten, Wahlbach, Zaessingue, Kappelen, Ranspach-le-Bas, Ranspach-le-Haut et Helfrantzkirch.

Veolia assure le fonctionnement, la surveillance et l'entretien de tous les ouvrages, équipements et installations du service dans le respect du code de la santé publique, du règlement sanitaire départemental et de la réglementation en vigueur en matière de prescriptions techniques et de surveillance des différents ouvrages.

2.2.2. Cadre technique du contrat

2.2.2.1. LES INSTALLATIONS

- **Ressources** : 7 forages équipés de pompes immergées avec prélèvement dans la nappe phréatique du Rhin
 - **Point A** : Champ captant de 3 forages forêt de la Hardt – Ban de Nieffer
 - **1^{er} forage** : Q = 40 l/s HMT = 38m (2 pompes + 1 en secours)
 - **2^{ème} forage**: Q = 40 l/s HMT = 38m (2 pompes)
 - **3^{ème} forage** : Q = 40 l/s HMT = 38m (2 pompes) vers la Bâche B

- **Point B2** : Forage de Kembs – Q = 10 l/s (1 pompe)
- **Point B3** : Forage de Schlierbach forêt de la Hardt – Ban de Schlierbach
 - Q = 36 l/s HMT = 100m (2 pompes) et Q = 33 l/s HMT = 15m (1 pompe)
- **Point D2** : 2 forages forêt de la Hardt – Ban de Bartenheim
 - **Forage n°1 à Bartenheim** : Q = 50 m³/h HMT = 70 mcE (1 pompe immergée)
 - **Forage n°2 à Bartenheim** : Q = 40 m³/h HMT = 42 mcE et Q = 50 m³/h HMT = 45 mcE (2 pompes immergées)
- **Traitement** : 4 postes de chloration fixes gazeux et 4 postes de chloration mobiles
- **Stockage** : 17 réservoirs répartis sur le territoire pour 8000 m³ de stockage
 - 1 Réservoir surélevé de Kembs V = 170 m³
 - 2 Réservoirs de Schlierbach V = 500 m³ et V = 800 m³
 - 1 Réservoir de Steinbrunn-Le-Haut V = 400m³
 - 1 Réservoir de Steinbrunn-Le-Bas V = 300m³
 - 1 Réservoir surélevé de Bartenheim V = 500m³
 - 1 Réservoir semi-enterré de Bartenheim V = 500 m³
 - 1 Réservoir de Sierentz-Uffheim V = 1000 m³
 - 1 Réservoir de Stetten V = 600 m³
 - 2 Réservoirs de Magstatt-Le-Haut V = 200 m³ et V = 80 m³
 - 1 Réservoir de Magstatt-Le-Bas V = 200 m³
 - 2 Réservoirs de Kappelen V = 300 m³ et V = 130 m³
 - 1 Réservoir surélevé de Helfrantzkirch V = 200 m³
 - 1 Réservoir de Zaessingue V = 800 m³
 - 1 Réservoir de Rantzwiller V = 500 m³
- **Stations de surpression** : 10

2.2.2.2. LES RESEAUX

Le réseau d'adduction du service public d'eau potable est constitué de **55 km**.

2.3. LE CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES ACTUEL DE L'EAU POTABLE – SECTEUR PORTE DU SUNDGAU

2.3.1. Cadre contractuel

La prestation de service d'eau potable du secteur Porte du Sundgau est également attribuée à la société VEOLIA depuis le 12/03/2021 au 21/12/2024, qui concerne :

- La surveillance, l'entretien et le contrôle des installations et ouvrages de production-stockage d'eau potable pour Saint-Louis Agglomération

Dans le périmètre de cette prestation, **6 Unités de Distribution** sont comptées :

- **UD2** : Folgensbourg et Wentzwiller
- **UD4** : Hagenthal-le-Bas et Hagenthal-le-Haut
- **UD5** : Knoeringue
- **UD6** : Leymen
- **UD7** : Liebenswiller
- **UD8** : Neuwiller

Veolia assure le fonctionnement, la surveillance et l'entretien de tous les ouvrages, équipements et installations du service dans le respect du code de la santé publique, du règlement sanitaire départemental et de la réglementation en vigueur en matière de prescriptions techniques et de surveillance des différents ouvrages.

2.3.2. Cadre technique du contrat

2.3.2.1. LES INSTALLATIONS

- **Ressources** : 8 forages équipés de pompes immergées et 7 sources superficielles
 - **UD Knoeringue** : 1 forage équipé de 2 pompes immergées d'une capacité de pompage de 8 m³/h
 - **UD Wentzwiller - Folgensbourg** :
 - 1 forage Niederschlatt (1 pompe immergée Q = 16 m³/h)
 - 1 forage Viehweg (1 pompe immergée Q = 12 m³/h)
 - 1 forage Richterbrunnen (Q = 1 à 2 m³/h)
 - **UD Hagenthal-le-Bas – Hagenthal-le-Haut** :
 - 1 forage Hagenthal-Le-Bas (1 pompe immergée Q = 30 m³/h)
 - 1 forage Hagenthal-Le-Haut (1 pompe immergée Q = 30 m³/h)
 - **UD Liebenswiller** : 3 sources gravitaire Q = 3 à 4 m³/h

- **UD Neuwiller** : 1 forage (1 pompe immergée Q = 18 m3/h)
- **UD Leymen** :
 - 4 sources gravitaire Q = 5 m3/h
 - 1 forage (1 pompe immergée Q = 18 m3/h)
 - 1 pompage dans un puits (pompe non immergée)
- **Traitement** : 4 postes de javellisation et 1 poste UV
- **Stockage** : 11 réservoirs répartis sur le territoire pour 3100 m3 de stockage
 - 1 Réservoir de Knoeringue V = 200 m3
 - 1 Réservoir de Michelbach-le-Haut et 1 réservoir Michelbach-le-Bas V = 300 m3 et V = 300 m3
 - 2 Réservoirs de Folgensbourg – 1 sur tour V = 220m3 et 1 réservoir V = 300 m3
 - 1 Réservoir de Hagenthal V = 800m3
 - 2 Réservoirs de Liebenswiller V = 100 m3 et V = 60 m3 (inutilisés)
 - 1 Réservoir de Neuwiller V = 300 m3
 - 2 Réservoirs de Leymen « Bourg » V = 150 m3 et V = 300 m3
 - 1 Réservoir de Heiligenbrunn V = 60 m3
- **Stations de surpression** : 6

2.3.2.2. LES RESEAUX

Le réseau d'adduction du service public d'eau potable est constitué de **4,9 km**.

2.4. PERIMETRE GEOGRAPHIQUE ET TECHNIQUE – ENJEUX ET EVOLUTIONS

2.4.1. Périmètres techniques

Depuis le 01/01/2020, Saint-Louis Agglomération est constitué de 40 communes avec la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Sierentz, la Communauté de Communes de la Porte du Sundgau et la Communauté d'Agglomération des Trois Frontières.

Le service d'eau potable est divisé en **8 Unités de Distribution**.

- **L'UD1**, correspondant au secteur de Saint-Louis, Huningue et environs est gérée en partie en **DSP par VEOLIA** avec **7 communes concernées** : Saint-Louis, Huningue, Village-Neuf, Hégenheim, Buschwiller et Hésingue.

Une autre partie de cette UD est gérée **en régie** avec 3 communes concernées : Attenschwiller, Michelbach-le-Bas et Michelbach-le-Haut.

- **L'UD3**, correspondant au **Secteur Sierentz** est gérée en **Prestation de Service par VEOLIA** pour la surveillance, l'entretien et le contrôle des installations et ouvrages de production-stockage d'eau potable avec **22 communes concernées** : Landser, Schlierbach, Steinbrunn-le-Haut, Wahlbach, Rantzwiller, Koetzingue, Geispitzen, Sierentz, Kembs, Waltenheim, Rosenau, Bartenheim, Brinckheim, Kappelen, Helfrantzkirch, Zaessingue, Magstatt-Le-Bas, Magstatt-Le-Haut, Uffheim, Ranspach-Le-Haut, Ranspach-Le-Bas et Stetten.
- **Les UD 2, 4, 5, 6, 7 et 8**, correspondant au **secteur Porte du Sundgau**, sont gérées en **Prestation de Service par VEOLIA** pour la surveillance, l'entretien et le contrôle des installations et ouvrages de production-stockage d'eau potable avec **8 communes concernées** :
 - **UD2** : Wentzwiller et Folgensbourg
 - **UD4** : Hagenthal-le-Haut et Hagenthal-le-Bas
 - **UD5** : Knœringue
 - **UD6** : Leymen
 - **UD7** : Liebenswiller
 - **UD8** : Neuwiller

2.4.2. Périmètres délégués

Compte tenu des orientations précédentes, le périmètre concerné par le présent dossier est :

- Au plan géographique, le périmètre de l'UD1 avec les 7 communes en DSP + 3 communes gérées en régie (VEG), de l'UD3 avec les 22 communes en PS Sierentz, des autres UD avec les 8 communes en PS Sundgau
- Au plan technique, l'ensemble du patrimoine d'eau potable des communes concernées.

Les prestations à réaliser et les objectifs à atteindre pour le service eau potable de la CA seront déterminés, dans le détail, ultérieurement au choix du mode de gestion.

Il s'agira d'offrir un niveau de service uniforme sur l'ensemble des communes de ces différents périmètres et au moins équivalent à celui qui est aujourd'hui en place. Afin d'atteindre un niveau de service unifié, la gestion du service dans le cadre d'une structure unique apparaît nécessaire.

Ainsi, s'il est retenu une externalisation de l'exploitation, il serait envisagé d'avoir recours à un seul contrat de DSP et non 3 contrats (1 DSP + 2 PS) comme aujourd'hui.

Les échéances des 3 contrats en cours sont similaires : **31/12/2024**.

Il a donc été analysé trois scénarios possibles pour l'eau potable :

- **Scénario 1** – Statu Quo (contrat de DSP + contrats de PS)
- **Scénario 2** – 1 seul contrat de DSP regroupant la DSP actuelle et les PS
- **Scénario 3** – Régie sur l'intégralité du territoire avec un contrat de PS

Après analyse il ressort que :

- **Le scénario 1** implique, comme actuellement, la gestion et le suivi de nombreux contrats ce qui entraîne des frais de gestion plus élevés sans améliorer les performances globales du service par rapport aux autres scénarios envisagés.
- **Le scénario 3** nécessite pour SLA de mobiliser des moyens nouveaux : moyens humains, techniques, etc. et de nouvelles compétences et implique pour SLA d'assumer l'intégralité des risques d'exploitation des services.
- **Le scénario 2** est le plus adapté à la situation technique du service et aux moyens dont dispose SLA actuellement.
Dans ce scénario, les périmètres n'étant pas les mêmes en eau et en assainissement, il apparaît plus opportun de conclure deux contrats de concession : un pour l'eau potable et un pour l'assainissement collectif.
Ces contrats intégreront les périmètres et prestations actuellement externalisées dans le cadre des contrats de DSP et des contrats de prestations de service.

C'est donc le scénario 2 qui serait retenu.

Sur les modes de gestion :

- Le périmètre d'intervention de la régie communautaire est inchangé
- Les périmètres et prestations actuellement externalisées dans le cadre de contrats de DSP et de contrats de prestations de services seront externalisées dans le cadre de contrat de DSP.

Sur le personnel d'exploitation le choix de ce mode de gestion aurait les impacts suivants :

- Pas d'impact pour le personnel de la régie
- Pour chaque service, le personnel transférable des opérateurs actuels sera repris, sur la base du volontariat par le futur opérateur du service. Pas d'impact sur les services de SLA.

Nous donnons ci-après les grands axes des prestations qui devront être réalisées par le futur exploitant :

- ➔ Le droit exclusif d'assurer le service public de production, d'adduction et de distribution d'eau potable aux abonnés
- ➔ L'obligation d'exploiter les ouvrages et les installations du service et d'en assurer le fonctionnement, la surveillance, l'entretien, la maintenance et les renouvellements
- ➔ L'obligation de fournir à SLA les renseignements et les conseils relatifs aux ouvrages et au fonctionnement du service nécessaires à l'élaboration des projets de renforcement et d'extension
- ➔ L'obligation d'assurer les relations avec les abonnés
- ➔ L'obligation de facturer et de recouvrer les redevances du service de l'assainissement
- ➔ Le droit de percevoir auprès des abonnés les tarifs correspondants aux prestations qu'il leur fournit

3. PRINCIPES GENERAUX ET MODES DE GESTION POSSIBLES

3.1. PRINCIPES GENERAUX

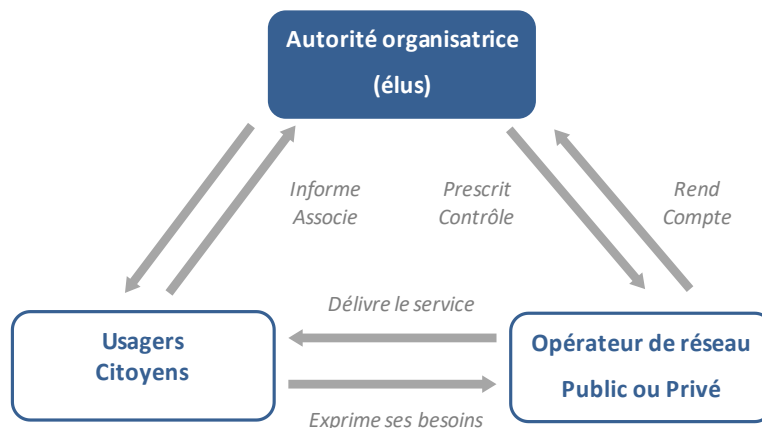
3.1.1. Rôle de l'autorité organisatrice

L'expression « autorité organisatrice » apparaît en France dans la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs. Cette notion a été précisée, toujours dans le secteur des transports, par la loi n°2007-1224 du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs comme : « toute collectivité publique, groupement de collectivités publiques ou établissement public compétent, directement ou par délégation, pour l'institution et l'organisation d'un service public de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique »

Il est remarqué que l'expression est utilisée dans le CGCT pour le domaine de l'eau potable ou de l'assainissement.

Il est désormais courant de représenter l'organisation d'un service public industriel et commercial selon un triptyque :

- autorité organisatrice ;
- opérateur de réseau ;
- usagers.



L'autorité organisatrice est chargée d'assurer la direction stratégique du service qui se décline par :

- la définition de l'objet du service (périmètre, objectifs, niveau de qualité exigé, etc...) ;
- la définition des principes d'organisation et de fonctionnement du service ;
- la détermination des rapports à l'utilisateur ;
- la fixation des tarifs ;
- le contrôle du respect de ces dimensions.

La fonction de l'opérateur gestionnaire du service comprend pour sa part la gestion opérationnelle du service en vue d'assurer quotidiennement :

- la continuité du service ;
- l'atteinte des objectifs fixés par l'autorité organisatrice ;
- la maîtrise d'ouvrage.

3.1.2. Le service public local

Le service public d'eau potable a un objectif qui consiste à produire et distribuer en permanence l'eau potable pour les abonnés.

Il est qualifié, par la loi de service public à caractère industriel et commercial (SPIC).

L'eau potable répond à des obligations réglementaires qui se sont renforcées au cours des 20 dernières années et qui ont amené les autorités organisatrices à engager d'importants programmes d'investissement visant à établir une mise en sécurité leur système d'eau potable.

Ces dispositions générales relatives à l'eau potable font apparaître la complexité qui caractérise ce service public.

3.1.3. Les principes fondamentaux de gestion

3.1.3.1. LE PRINCIPE DE L'EQUILIBRE FINANCIER DU SERVICE

Il est énoncé par l'article L. 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

"Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses".

En outre, aux termes de l'article L.2224-2 du même code :

« Il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services publics.

Toutefois, l'organe délibérant peut décider une telle prise en charge si elle est justifiée par l'une des trois raisons suivantes :

1. Lorsque les exigences du service conduisent à imposer des règles particulières de fonctionnement
2. Lorsque le fonctionnement du service exige des investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
3. Lorsqu'après une période de réglementation des prix, le retour à la liberté des prix conduit à une hausse éventuelle des tarifs.

La décision de l'organe délibérant fait l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas,

cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

Lorsque le service a été délégué, la part prise en charge par le budget propre ne peut excéder le montant des sommes données au délégataire pour sujétions de service public et représenter une part substantielle de la rémunération de ce dernier.

3.1.3.2. LE PRINCIPE DE LA CONTINUITÉ DE SERVICE

Ce principe consiste à ce que seule l'autorité organisatrice puisse mettre fin au service public sauf application de la théorie de la force majeure.

Pour assurer la continuité du service public, la collectivité locale organisatrice dispose de pouvoirs du droit commun comme par exemple la mise en régie provisoire aux risques et périls du cocontractant lorsque la gestion de ce service a été déléguée.

Le cocontractant ne peut donc interrompre l'exécution du service public qu'en cas de force majeure.

3.1.3.3. LE PRINCIPE D'ÉGALITÉ DES USAGERS

Le service public doit traiter les usagers sur un pied d'égalité, sans discrimination dans toute la mesure où ces usagers se trouvent dans des situations comparables au regard du service.

La loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République, publiée au Journal officiel du 25 août 2021 impose ainsi à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public **le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**, que cette exécution soit confiée directement par la loi ou par le règlement ou *via* l'attribution d'un contrat de la commande publique.

3.1.3.4. LE PRINCIPE DE MUTABILITÉ

Le régime du service doit pouvoir s'adapter, chaque fois qu'il le faut, à l'évolution des besoins collectifs et aux exigences de l'intérêt général.

3.2. LES DIFFERENTS MODES DE GESTION POSSIBLES

3.2.1. Principes généraux

Les autorités organisatrices peuvent choisir librement le mode de gestion de leurs services publics.

Bien que ce principe ne découle d'aucun texte spécifique, il est la conséquence du principe plus général de la libre administration des collectivités territoriales.

Par ailleurs, c'est à l'organe délibérant de la collectivité territoriale de déterminer le mode de gestion du service public (art. L1411-4 du CGCT).

Dans une approche comparative, on peut donc distinguer plusieurs familles de mode de gestion :

3.2.2. Régie directe, régie autonome et régie personnalisée

La collectivité, dans ce cas, crée le service et l'exploite par ses propres moyens. C'est en principe le choix qui sera retenu par les responsables qui souhaitent garder le plus haut degré de maîtrise sur leur service.

Le terme « régie » est toutefois marqué par de nombreuses confusions terminologiques, on peut distinguer plusieurs cas :

- la gestion en régie directe (Article L.2221-8 du CGCT) : dans ce cas le service est géré par un service de la Collectivité n'ayant aucune autonomie. On la trouve principalement au sein des petites Collectivités (- de 500 habitants). Depuis 1926, il n'est plus possible de créer ce type de régie
- la régie dotée de la seule autonomie financière désignée ci-après par « régie autonome » (Articles L.2221-11 et suivants du CGCT) : les opérations financières et comptables font l'objet d'un budget annexe à celui de la Collectivité
- la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière désignée ci-après par « régie personnalisée » (Article L.2221-10 du CGCT) : elle nécessite la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial qui possède son conseil d'administration et son budget.

3.2.3. Les sociétés locales

3.2.3.1. LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SPL)

Initialement réservée au domaine de l'aménagement, le champ d'action de la SPL a été largement étendu Les SPL peuvent intervenir « *pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général* » (Code Général des Collectivités Territoriales, art.L.1531-1, alinéa 2).

De statut privé, les SPL sont des sociétés anonymes ayant au moins deux actionnaires, conformément à l'article L.225-1 du Code de commerce relatif aux sociétés anonymes. Tous les actionnaires de la SPL sont de droit public.

Les contrats de travail du personnel sont de droit privé (sauf pour le personnel détaché de la fonction publique).

Si elle souhaite créer une collectivité locale doit s'associer avec une autre collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales. Les prestations du service public de l'eau potable seront effectuées sur les territoires des communes actionnaires de la SPL.

Or la CA souhaite conserver la maîtrise de l'exploitation du service de l'eau potable sur son seul territoire. En conséquence, la réunion au sein d'une SPL de différentes collectivités territoriales n'est pas envisageable en l'espèce.

Les conditions imposées par la Loi pour la création d'une SPL n'étant pas réunies, cette solution n'est pas conservée dans la suite de ce rapport.

3.2.3.2. LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE A OPERATION UNIQUE

Créée par la Loi n°2014-744 du 1^{er} juillet 2014, et codifiée aux articles L.1541-1 à L.1541-3 du CGCT, la SEMOP procède de la notion européenne de partenariat public-privé institutionnalisé (« PPPI »).

Il s'agit d'une société anonyme constituée pour une durée déterminée et limitée, en vue de la conclusion et de l'exécution d'un contrat avec la collectivité. Son objet est unique. Elle est constituée d'au moins deux actionnaires dont la collectivité et un opérateur économique.

La sélection du ou des actionnaires opérateurs économiques doit respecter les procédures de passation propres à la nature du contrat destiné à être attribué à la SEMOP par la collectivité territoriale actionnaire (article L.1541-2, I du CGCT).

Si c'est un contrat d'affermage, de concession de travaux, de concession d'aménagement ou de régie intéressé, la procédure de passation des contrats de concession sera applicable.

Si c'est un marché public, la procédure y afférente telle que prévue par le Code de la commande publique sera applicable.

Le premier contrat d'exploitation d'un service d'eau avec création d'une SEMOP a été signé en cours d'année 2015.

3.2.4. Les contrats de concession

Depuis le **1^{er} avril 2016**, suite à la transposition de la directive européenne relative à l'attribution des contrats de concession, la procédure de passation des contrats de délégation de service public est modifiée. Les différents types de contrats de délégation de service public appartiendront à la grande catégorie des contrats de concession.

L'article L.1411-1 est ainsi désormais rédigé : « *Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'[ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016](#) relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante **confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.***

*La part de risque transférée au délégataire implique une **réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable.** Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.*

Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages, de réaliser des travaux ou d'acquérir des biens nécessaires au service public. »

Dans la suite nous utiliserons les terminologies suivantes :

- Délégation de Service Public (DSP) pour tout type de contrat de concession susceptible d'être conclu dans le domaine de l'eau potable,
- DSP de type affermage lorsque le délégataire n'a pas en charge le financement et la réalisation de l'ensemble des investissements de premier établissement.
- DSP de type concession lorsque le délégataire a en charge le financement et la réalisation de l'ensemble des investissements de premier établissement.

3.3. CARACTERISTIQUES COMPAREES DES MODES DE GESTION

3.3.1. L'exploitation du service

Sont des modes de gestion directe :

- La régie directe ;
- La régie autonome ;
- La régie personnalisée ;
- La SPL, dans la mesure où les personnes publiques actionnaires détiennent la totalité de leur capital.

Sont des modes de gestion indirecte :

- Les contrats de concession

Doit également être considéré comme un mode gestion indirecte, dès lors que la personne publique actionnaire n'exerce pas sur l'activité du gérant un contrôle analogue à celui qu'elle exercerait sur ses propres services (participation au capital et aux organes de direction) :

- La SEMOP.

• A – Gestion directe	• B – Gestion indirecte
<p>En application des articles L 2221.1 et L 2221.4 du CGCT relatifs aux régies municipales, les Communes ou EPCI, peuvent exploiter directement des services publics à caractère industriel et commercial.</p> <p>Les régies sont dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière si le Conseil Municipal, le comité syndical ou le Conseil Communautaire en a ainsi décidé, • soit de la seule autonomie financière <p>Dans la pratique de très nombreuses collectivités gèrent directement des services publics à caractère industriel et commercial sans recourir à l'un des</p>	<p>Par rapport à la gestion directe, elle va permettre à la Collectivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de bénéficier des compétences des partenaires privés, • de clarifier les responsabilités de chacun. <p>En effet, dans ce mode de gestion la Collectivité n'a plus directement en charge la gestion du service, mais fait intervenir un partenaire privé auquel elle confiera l'exploitation et de nombreuses responsabilités liées au service en cause.</p> <p>La personne privée est alors chargée de gérer un service public, à ses "risques et périls" avec le droit de percevoir des redevances sur les</p>

cadres juridiques susvisés (gestion en régie).	usagers bénéficiaires du service.
--	-----------------------------------

3.3.2. Le financement et la réalisation des équipements

● A – Gestion directe	● B – Gestion indirecte
<p>Le financement et la réalisation des équipements sont assurés par la collectivité territoriale ou l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) (régie à personnalité morale).</p> <p>Les équipements sont réalisés par les services techniques de la collectivité ou de l'EPIC ou par des entreprises privées dans le cadre de marchés publics.</p>	<p>Le financement :</p> <p>Le contrat DSP de type concession se distingue du contrat de DSP de type affermage sur ce point :</p> <ul style="list-style-type: none"> DSP de type concession : les investissements de premiers établissements, les améliorations et l'entretien sont à la charge du concessionnaire, DSP de type affermage : seul l'entretien et le cas échéant les renouvellements sont à la charge du Concessionnaire (hors clauses à caractère concessif). <p>La réalisation :</p> <p>Les travaux à la charge de l'Exploitant sont réalisés par celui-ci ou par d'autres entreprises.</p>

3.3.3. Le régime fiscal

● A – Gestion directe	● B – Gestion indirecte
<p>Contribution Economique Territoriale/ impôt Société</p> <p>Les régies non dotées de la personnalité morale sont exonérées de Contribution Economique Territoriale (CET) et d'Impôt sur les Sociétés (I.S.).</p> <p>Pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale il ressort que :</p> <p>Contribution Economique Territoriale : L'article 1449 du Code Général des Impôts prévoit que « sont exonérés de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) les collectivités locales, les établissements publics et les organismes de l'Etat, pour leurs activités de caractère essentiellement culturel, éducatif, sanitaire, social, sportif ou touristique, quelle que soit leur situation à l'égard de la taxe sur la valeur ajoutée ».</p> <p>Les régies sont donc exonérées de la CFE pour les activités de type assainissement et eau potable et ne sont pas soumises de fait à CVAE (Cotisation</p>	<p>Les exploitants privés sont soumis à la CET et aux impôts sur les sociétés.</p>

sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) qui sont les deux composantes de la CET.

3.3.4. Différences essentielles entre les deux modes de gestion

3.3.4.1. UN RAPPROCHEMENT DES DEUX MODES DE GESTION

La gestion directe et la gestion déléguée ne se différencient pas là où on pourrait le croire.

Au niveau budgétaire : la Collectivité Territoriale doit tenir un budget propre du service dans le cas d'une gestion en régie ou en gestion déléguée.

La fixation des prix : si elle obéit à des modalités différentes, elle est toujours du ressort de la collectivité, dans un cas comme dans l'autre, l'important est d'en maîtriser les paramètres.

3.3.4.2. QUATRE DIFFERENCES ESSENTIELLES

- **Au niveau de l'organisation du service :**

Une régie directe induit une gestion du service strictement locale, à l'échelle de la collectivité, alors qu'un service en gestion déléguée implique une gestion moins territorialisée.

Les moyens apportés par le concessionnaire sont communs, « mutualisés » sur plusieurs services locaux différents.

Ainsi les frais correspondants à ses moyens (humains essentiellement et matériels parfois) sont répartis.

- **Au niveau de la gestion du temps, des risques et des aléas :**

Une régie directe suivant les règles de la comptabilité publique doit respecter les équilibres comptables annuels. Elle est donc amenée à reporter sur les usagers tous les aléas du service.

En gestion déléguée, ce type d'aléa sera intégralement assumé par l'entreprise, si du moins le contrat de délégation ne stipule pas une autre logique.

Une telle gestion établit d'avance ses prix sur une longue période pluriannuelle et les assume en principe sans les modifier en fonction des aléas.

Sa comptabilité fait plus appel au système d'amortissement de lissage et de provisionnement.

L'entreprise peut donc apporter par son prix prédéterminé, non seulement le lissage tarifaire (à l'inflation près) mais aussi une garantie des risques.

La contrepartie est que le prix doit contenir une marge bénéficiaire, que les prix de régie n'ont pas lieu de comporter.

- **Au niveau des engagements du service :**

Une exploitation en régie dispose de son budget propre, mais a toujours un lien organique avec la Collectivité Territoriale.

Ce lien, mais aussi les règles administratives, peuvent être un frein à des engagements formels, en termes de garantie de coût, de prix et de qualité du service.

A la différence, une délégation de service est fondée sur un contrat qui précise le cahier des charges de l'exécution du service et formule tous les engagements de l'entreprise concessionnaire, vis-à-vis de la Collectivité comme des usagers (charte de qualité...).

Bien entendu, ces engagements ont un coût que la Collectivité doit s'efforcer de contrôler.

- **Au niveau des obligations :**

Une régie directe est dispensée de certaines obligations qui pèsent sur le concessionnaire.

Ainsi, elle ne paie pas d'impôt sur les sociétés, de la CET (ex. taxe professionnelle). Elle peut ne pas cotiser aux ASSEDIC (faculté). S'il s'agit d'une régie non dotée de la personnalité morale, elle n'acquiesce pas de redevance d'occupation du domaine public (réponse à M.RAOULT, sénateur du Nord, JO Sénat du 17 avril 2008).

3.3.5. Synthèse

Les tableaux des pages suivantes donnent une synthèse des caractéristiques de chaque mode de gestion.

3.3.5.1. LA GESTION DIRECTE

NATURE DU SERVICE PUBLIC	MODE DE GESTION	DEFINITION	ADMINISTRATION	CARACTERISTIQUES
A caractère administratif	Régie directe	C'est un service de l'administration de la Collectivité	Sous l'autorité directe des organes délibérants et exécutifs de la collectivité locale	Pas d'autonomie financière
A caractère industriel et commercial	Régie autonome	Administration directe par la Collectivité mais l'existence d'un budget annexe et d'organes de gestions distincts	Sous l'autorité du Maire (ou Président) et du Conseil Municipal ou Syndical par le biais d'un conseil d'exploitation et d'un directeur. Création et dissolution par l'organe délibérant	Autonomie financière = budget annexe approuvé par l'organe délibérant
	Régie personnalisée	Etablissements publics à caractère industriel et commercial	Dispose de ses propres organes de gestion, l'organe délibérant et le Maire (ou Président) étant des autorités extérieures n'intervenant pas directement dans la gestion. Création et dissolution par l'organe délibérant.	Autonomie financière + dotée de la personnalité morale = budget propre voté par le Conseil d'administration

3.3.5.2. LES SOCIETES LOCALES

MODE DE GESTION	DEFINITION	CARACTERISTIQUES	REMUNERATION
SPL	Société anonyme composée d'au moins deux actionnaires, tous de droit public : collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales.	<p>Maîtrise totale par les collectivités territoriales qui détiennent le capital. Les organes dirigeants sont entièrement composés d'élus représentants les collectivités actionnaires.</p> <p>L'objet de la SPL n'est pas limité dans le temps à une mission particulière, mais il est limité dans l'espace et dans son contenu. La SPL intervient au profit des seuls actionnaires et ses interventions sont limitées aux territoires de ces collectivités.</p>	<p>Investissements réalisés à 100% par les collectivités publiques actionnaires.</p> <p>Rémunération de la SPL par les redevances perçues sur les usagers.</p>
SEMOP	Société anonyme composée d'au moins deux actionnaires : une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales et au moins un opérateur économique privé, sélectionné après mise en concurrence préalable.	<p>Objet, dans le temps et dans son contenu, limité exclusivement à la mission confiée par contrat par la collectivité.</p> <p>Société dissoute de plein droit au terme du contrat, à la réalisation ou à l'expiration de son objet.</p> <p>Intervention dans le cadre exclusif de l'unique contrat passé avec son actionnaire public et limitée au territoire de cette collectivité.</p>	<p>Investissements réalisés par l'opérateur privé actionnaire.</p> <p>Rémunération de la SEMOP par les redevances perçues sur les usagers.</p>

3.3.5.3. LA GESTION INDIRECTE

MODE DE GESTION	DEFINITION	CARACTERISTIQUES	REMUNERATION
Gestion déléguée, DSP de type Concession	Contrat par lequel une collectivité locale charge une personne morale privée ou publique de gérer un service	Le concessionnaire prend à sa charge la totalité du service y compris les frais de premier établissement de construction et d'extension	Le concessionnaire se rémunère directement sur les usagers (par la perception d'un prix correspondant au service rendu)
Gestion déléguée, DSP de type Affermage	Contrat par lequel une collectivité charge une personne morale privée ou public de gérer un service	Le concessionnaire ne se voit déléguer que l'exploitation du service, les investissements nécessaires au fonctionnement du service sont réalisés par la collectivité	Le concessionnaire se rémunère sur les usagers (par la perception d'un prix correspondant au service rendu)

3.3.5.4. SYNTHÈSE GESTION DIRECTE / INDIRECTE

	DSP de type Concession	DSP de type Affermage	SEMOP	SPL	Régie
Financement des investissements	Opérateur privé	Collectivité	Dépend du contrat (1)	Collectivité	Collectivité
Exploitation des ouvrages	Opérateur privé	Opérateur privé	Opérateur privé	Collectivité	Collectivité
Rémunération exploitant	Usager	Usager	Usager	Usager	Collectivité
Procédure	DSP	DSP	Dépend du contrat objet de la SEMOP : DSP ou marché public	<p>Pas de mise en concurrence dans les relations contractuelles de la SPL avec la collectivité.</p> <p>Mise en concurrence dans les relations contractuelles de la SPL avec des tiers, en fonction du type de contrat : DSP ou Marché public.</p>	<p>Pas de mise en concurrence dans les relations contractuelles avec la collectivité.</p> <p>Mise en concurrence dans les relations contractuelles de la régie avec les tiers, en fonction du type de contrat : DSP ou Marché public.</p>

(1) : collectivité ou opérateur privé selon leur part sociale : entre 34 et 85% du capital pour la collectivité, entre 15 et moins de 66% pour le ou les autres actionnaires privés

4. SYNTHÈSE / ORIENTATIONS

4.1. SYNTHÈSE

La gestion du service de l'eau potable présente les caractéristiques suivantes :

- Les ouvrages sont en général suivis, entretenus et sécurisés. Le renouvellement des équipements est correctement réalisé avec un souci constant d'optimisation et modernisation des équipements. Le Délégué est force de proposition sur des investissements pour réduire les consommations énergétiques et sur des études pour participer au Plan Climat Air Energie de l'Agglomération
- La production et la distribution de l'eau potable répondent aux normes

Cependant, des travaux d'optimisation et points de vigilance sont à noter d'une part pour le périmètre en DSP :

➔ **Puits P1 – Saint Louis + Usine dénitruration :**

- Démarrage travaux début 2024 pour création P1bis : augmentation de la capacité => 100 m3/h à 200 m3/h
- Traitement dénitruration by-passé car analyses conformes

➔ **Puits P3 – Saint Louis + Usine dénitruration :**

- Interconnexion direction Bartenheim réalisée récemment
- Jamais utilisée à ce jour

➔ **Forage d'Hésingue :**

- Problème de corrosion
- Traitement javel + Hydrocyclone Doucet pour extraction du sable
- Interrogation sur l'efficacité du dessablage => très peu, voire absence de sable extrait du système
- Amélioration à apporter au niveau de la trappe d'accès du dessus pour extraction des pompes avec grue => actuellement l'intervention nécessite d'enlever dans un premier temps les tuiles

Ainsi que pour les périmètres en Prestations de Services :

Secteur Sierentz

→ Bâche B – Kembs :

- Non prioritaire (Bâche C prioritaire) et bâche stratégique => alimentée par le forage de A et forage B3 et distribution en refoulement vers Réservoir Schlierbach et Kembs
- Vigilance plantes invasives (renouée du Japon)

→ Forage Nieffer x3 (Forage A) :

- Pompes en attente de renouvellement
- Révisions Ballons Anti-Bélier avant fin de contrat
- Problèmes de communication entre les SOFREL sont à signaler au niveau des commandes

Secteur Porte du Sundgau

→ Réservoir Leymen (R3) :

- Vigilance crépine peu profonde => problème d'air dans les réseaux. Purge à réaliser des PI
- Forage en amont riche en fer (même problème à Hagenthal)
- Des soucis entre R3 et R2 sont à relever au niveau de la programmation Sofrel.

Causes : interconnexions entre les différents réseaux de téléphonie allemand, suisse et français.

→ Forage Knœringue

- Vigilance métabolite de pesticides l'atrazine et Déséthyl-Atrazine
=> Traitement charbon actif actuel (2 filtres)

4.2. CLOTURE DES CONTRATS

Pour la bonne clôture des contrats en cours, une demande officielle au concessionnaire sollicitant les informations suivantes est en cours :

- Listing valorisé des éventuelles installations du service qui ont été financées par le concessionnaire au cours du contrat et qui ne seront pas amorties à la fin du contrat,
- liste du mobilier et des approvisionnements appartenant au concessionnaire concourant au bon fonctionnement du service et susceptible d'être rachetés par la Collectivité.
- Remise des plans des réseaux mis à jour et remise de l'inventaire détaillé du patrimoine.
- Remise d'un listing des équipements dont le renouvellement est actuellement à la charge de l'exploitant,
- Détail de l'état du personnel affecté à temps plein à la gestion du service et masse salariale correspondante (personnel susceptible d'être transféré à la nouvelle structure d'exploitation dans le cadre de l'article L 1224-1 du code du travail).
- Remise du fichier abonné sous format informatique.

Par ailleurs l'ensemble des clauses de fin de contrat prévues dans les contrats en cours sont à mettre en œuvre.

4.3. ORIENTATIONS

L'étude comparative des modes de gestion réalisée a permis d'apprécier les avantages et inconvénients de tous les modes de gestion décrits plus haut.

Après analyse des différents modes de gestion présentés ci-dessus, et compte tenu des attentes et de l'organisation actuelle de la communauté d'agglomération, il est apparu que :

- Les conditions ne sont pas réunies pour la mise en place d'une SPL,
- L'externalisation de l'exploitation du service avec création d'une SEMOP entre l'opérateur économique et la CA permet à la Collectivité d'être partie intégrante des organes de gouvernance de la SEMOP et donc de l'exploitation. En revanche la Collectivité prend une part du risque découlant de l'exploitation du service.

La CA n'envisage donc pas l'exploitation du service dans ces différents modes de gestion.

Au final, face aux enjeux décrits ci-dessus et compte tenu de l'organisation des services de la Collectivité, deux solutions de gestion ont été retenues comme étant les mieux adaptées à la situation du service, et analysées ci-après :

- **La gestion en régie**
- **La gestion dans le cadre d'un contrat de concession (DSP) sous forme d'un affermage**

5. LES 2 MODES DE GESTION COMPARES

La jurisprudence administrative a largement consacré le principe de libre détermination, par les collectivités publiques, et notamment par les établissements publics qui en relèvent, du mode de gestion des services publics qui peut être considéré comme un corollaire du principe constitutionnellement consacré de libre administration des collectivités territoriales.

La première alternative à laquelle est donc confrontée une personne morale de droit public lorsqu'elle se pose la question du mode d'organisation et de gestion de l'une des différentes activités de service public dont elle a la charge est celle du choix entre l'internalisation et l'externalisation des prestations.

En d'autres termes, il faut déterminer si la collectivité ou l'établissement public assurera par ses propres services l'activité en cause, ou si cette tâche sera déléguée et dans quelle proportion.

5.1. EXPLOITATION EN REGIE AUTONOME

Si elle désire exploiter elle-même son service public de l'eau potable, la collectivité peut envisager la mise en place d'une régie.

Pour qu'un service fonctionne bien, il faut que les installations soient correctement entretenues et renouvelées. Il faut veiller à assurer, à tout instant, la pérennité de l'eau potable. Il faut aussi s'assurer du bon fonctionnement des réseaux et branchements.

Il faut penser le réseau en termes d'amélioration et d'évolution pour garder une cohérence avec le plan de développement de la Collectivité.

Cela nécessite un service suffisamment structuré et étoffé et du personnel spécialisé tant au plan technique qu'administratif et financier.

Il faut enfin que la Collectivité exprime une conviction forte pour s'engager dans ce mode de gestion en assumant les efforts financiers nécessaires et en mettant en place une structure commerciale adaptée aux relations commerciales avec l'usager.

5.1.1. Les modalités de mise en place

La régie dotée de l'autonomie financière a pour conséquence de doter le service public d'organes de gestion propres. Les opérations financières et comptables s'inscrivent alors dans un budget propre annexé à celui de la Collectivité. Elle est administrée par un conseil d'exploitation et un directeur, mais elle reste sous l'autorité directe du Président et du conseil communautaire.

L'exploitation en régie fait partie des quelques cas où la Collectivité n'a plus affaire à un contribuable ou à un citoyen, mais simplement à un usager !

Cet aspect psychologique nous semble tout à fait essentiel et constitue un préalable à la mise en place d'une régie.

Au-delà de ces considérations, la mise en place d'une régie, à la suite d'une longue période d'affermage, a des implications qui peuvent constituer autant d'éléments d'achoppement à sa mise en place. En voici les grandes lignes.

5.1.2. Relations avec le Concessionnaire en fin de contrat

La Collectivité a la faculté d'acheter les stocks de matériels et pièces pouvant avoir été mobilisés pour l'exploitation du service.

Il conviendra également de tenir compte des consommables : produits, travaux et factures en cours (factures à établir) ainsi que des volumes d'eau déjà consommés.

Le décalage qui intervient systématiquement entre la remise des rapports annuels et la clôture des comptes, nécessite pour les mois suivants la fin du contrat la mise en place d'une procédure de contrôle et d'expertise afin de suivre précisément le bilan des produits et stocks ainsi que les engagements en cours du concessionnaire jusqu'à la fin du contrat.

5.1.3. Le personnel

Il n'y a pas de personnel de la Collectivité détaché dans les structures des concessionnaires.

Il apparaît donc indispensable :

- soit de former du personnel de la Collectivité,
- soit de faire appel à des recrutements de personnel qualifié dans le domaine de l'eau potable, après éventuellement de l'exploitant en place.

Compte tenu des périodes de congés et des astreintes liées aux week-end et jours fériés, il est nécessaire de mettre en place un nombre d'agents suffisants (agents techniques).

De plus, du personnel devra assurer les tâches administratives liées au service :

- accueil du public,
- facturation / relance des usagers,
- relation avec les fournisseurs / sous-traitants.

Il est à noter que le personnel transférable et volontaire du délégataire actuel devra être repris par la régie.

ATTENTION ARTICLE L. 1224-1 DU CODE DU TRAVAIL :

D'importantes évolutions jurisprudentielles et législatives ont eu lieu en ce qui concerne la situation des personnels des entités économiques reprises en régie par une collectivité territoriale.

Ainsi, progressivement, la jurisprudence a admis que les salariés concernés bénéficient des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail, y compris lorsque le nouvel employeur est un service public géré par une personne publique.

En effet, aux termes de l'article L.1224-1 du Code du travail :

« Lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise ».

Les dispositions précitées qui posent le principe de la continuité des contrats de travail s'appliquent donc naturellement lorsque l'entité faisant l'objet de la reprise est, comme dans le cas d'espèce, un service public industriel et commercial et continue à être exploitée sous cette forme, c'est-à-dire sous un régime de droit privé, par l'administration, et dans des conditions analogues (Cass. 8 novembre 1978, req. n° 77-40.896 et T. confl. 15 mars 1999, Faulcon, Rec. p. 442).

La reprise n'a alors pas pour effet de transformer la nature juridique des contrats de travail en cause, qui demeurent des contrats de droit privé tant que le nouvel employeur public n'a pas placé les

salariés dans un régime de droit public (V. notamment T. confl., 19 janv. 2004, n° 3393, Devun c/ Cne Saint-Chamond : Juris- Data n° 2004-231825 ; JCP A 2004, 1238, note M.-C. Rouault).

5.1.4. Relations avec les tiers

D'une manière générale, le passage en régie ne modifiera en rien les relations avec les tiers, Administrations, etc.

Il faut toutefois noter que la régie place la Collectivité et ses représentants en première ligne. Cela signifie une implication en termes de responsabilité mais surtout en termes de temps passé, ce qui s'avère toujours le plus contraignant pour des élus.

Cependant, il faut aussi à cette occasion noter que la "délégation d'un Service à caractère industriel et commercial" n'a pas pour effet de dégager la responsabilité de la Collectivité.

5.1.5. Relations avec les abonnés

Le service en régie impose impérativement à la Collectivité une relation directe avec l'abonné (relations technique, administrative, commerciale, financière et juridique).

Celle-ci ne pose pas de réels problèmes pratiques. Elle impose toutefois la mise en place d'une structure d'accueil technique et d'un guichet "abonnés" dissociés des services de la Collectivité classiques. Elle impose surtout la maîtrise des facturations.

Au plan psychologique, la régie place la Collectivité en première ligne en cas d'incident de fonctionnement ou face aux réclamations tarifaires mais il ne faut pas exagérer cette situation en n'ignorant pas que même avec un concessionnaire l'abonné tient toujours pour responsable globalement la Collectivité du bon fonctionnement du Service.

5.1.6. Les implications économiques

Dans le fonctionnement courant du Service, les implications économiques d'un passage en régie demeurent très limitées.

Il reste cependant deux points à analyser :

- Les conditions de reprise qui imposeront à la Collectivité de financer :
 - le rachat des équipements réalisés par le concessionnaire et que la collectivité juge nécessaires à la poursuite de l'exploitation,
 - le rachat des stocks (consommables, fourniture et matériel) dans la mesure des besoins
- La constitution d'un fonds de roulement sachant que les premiers encaissements de la régie s'effectueront avec un décalage d'au moins 6 mois.

Il ne s'agit pas d'un investissement proprement dit mais d'une mobilisation de financement au travers de la trésorerie de la Collectivité.

Au-delà des investissements liés à la cessation des relations avec le concessionnaire, la Collectivité devra mettre en place des équipements minimum pour le bon fonctionnement ultérieur du Service.

De la même manière, il faudra constituer une "base de Services Techniques".

Les travaux courants et les travaux de renouvellements peuvent être assurés par la régie ou être réalisés à travers des marchés à commande passés en application du Code des Marchés Publics par des entreprises externes.

Pour ce qui concerne les travaux de premier établissement la collectivité pourra faire appel à des conseils et maître d'œuvre extérieurs pour la programmation, les études de conception et le suivi de la réalisation des travaux.

Il faudra enfin, dans la perspective d'une exploitation en régie, que la Collectivité se dote d'un minimum d'équipements nécessaires aux réparations et renouvellements courants.

Les tarifs seraient à revoir pour que la part aujourd'hui perçue par la collectivité et venant en recette du budget annexe de l'eau potable et augmente à due concurrence de l'augmentation des charges que supporterait la régie et notamment des charges supplémentaires telles que l'exploitation et l'entretien des ouvrages, les achats d'eau, la gestion des abonnés.

5.1.7. Planning

Le planning de mise en place de l'exploitation du service de l'eau potable par la régie doit tenir compte des prestations qu'elle souhaite externaliser afin de proposer un délai global de réalisation qui soit le plus pertinent possible.

Il faudra principalement vérifier que les délais de réalisation permettront de mettre en place la régie avant l'échéance du contrat actuel et d'assurer ainsi la continuité du service. De plus, le niveau de qualité de gestion apporté par le concessionnaire impose à la Collectivité de mettre en place immédiatement une régie performante.

En pratique, cette organisation est définie par une délibération de l'instance délibérante de l'établissement public qui clôt le processus de reprise en régie. Il sera ensuite nécessaire de :

- constituer l'équipe de personnel,
- mobiliser les moyens d'exploitation,
- acquérir du matériel : informatique, mobilier,
- acquérir des véhicules, des engins et de l'outillage,
- éventuellement, procéder à la passation de marchés publics pour les missions que la régie souhaite externaliser (ex : fournitures, prestations de service, travaux de premier établissement, travaux de renouvellement,...)

5.1.8. Estimation des moyens à mettre en place dans le cas d'une régie

5.1.8.1. DEFINITION DES TACHES A EFFECTUER

L'estimation des moyens est basée sur la prise en compte d'hypothèses d'organisation de la régie, certaines tâches pouvant être gérées en interne et d'autres sous-traitées à l'aide de marché de prestations de service.

L'organisation présentée ci-après se fonde sur la répartition des tâches suivantes :

5.1.8.1.1. Tâches effectuées en interne :

Les tâches en question sont réparties selon les catégories de personnel en charge de leur exécution

A. Pilotage de la régie

L'activité de pilotage de la régie concerne principalement les points suivants :

- Responsable
 - du personnel, de la planification des tâches, des carrières
 - des moyens (véhicules, outils, etc.)
 - des relations avec les autres collectivités, des élus et des services,
 - des relations extérieures : Agence de l'Eau, Police de l'Eau, etc.
 - des finances (investissements et fonctionnement)
- Mise en place des stratégies et de leur suivi
 - Finances (préparation et suivi budget, suivi des encaissements...)
 - Politique du personnel
 - Politique vis-à-vis des abonnés
 - Principes organisationnels
 - Schémas directeurs
- Veille réglementaire
- Représentation lors des conseils syndicaux, etc
- S'appuie sur la logistique de la Collectivité pour :
 - Finances et administration
 - RH, juridique
 - Passation des marchés

B. Agents techniques

- Visites périodiques des installations
- Recherches des fuites
- Réparations des conduites et des branchements
- Analyses de la qualité de l'eau traitée
- Prélèvement des échantillons pour analyses réglementaires
- Suivi de la télégestion
- Astreinte, accueil téléphonique d'urgence
- Réalisation des travaux de branchement neufs
- Opérations de raccordement

C. Agents administratifs

- Gestion de la relation clientèle :
 - Accueil téléphonique et physique des clients
 - Prise de rendez vous
 - Gestion des demandes des usagers
 - Réception et traitement du courrier

- Gestion comptable du service :
 - Etablissement de la facturation
 - Suivi de la facturation et du recouvrement
 - Relance des impayés
 - Gestion du fichier des abonnés

5.1.8.1.2. Tâches pouvant être sous-traitées :

- Les renouvellements patrimoniaux
- Les contrôles réglementaires
- La maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux neufs
- Etc.

5.1.8.2. MOYENS HUMAINS

A partir de la répartition des tâches indiquées ci-dessus, une estimation des temps passés a été réalisée permettant ainsi d'obtenir le nombre de personnes (ETP) à affecter au service pour assurer sa gestion.

Au final, l'effectif nécessaire à la mise en place d'une régie tel qu'indiqué ci-dessus est d'environ 18 à 25 personnes en fonction du niveau d'externalisation des travaux d'entretien et maintenance qui sera retenu, cette équipe devra par ailleurs recevoir l'appui des services de la CA pour ce qui concerne :

- La gestion des ressources humaines (payes, recrutement, formation, etc.)
- Les finances
- Les marchés publics.

Le service devra par ailleurs faire réaliser par des entreprises extérieures certaines prestations nécessitant des moyens que la régie ne pourrait amortir :

- Travaux de réalisation de branchements neufs,
- Certains gros travaux de renouvellement patrimoniaux.

Rappelons que les employés transférables du délégataire sortant et qui en seraient volontaires devront être repris par la régie sans perte de salaires.

5.1.8.3. MOYENS MATERIELS

5.1.8.3.1. Locaux

Les besoins en termes de locaux comprennent les bureaux, les zones communes et locaux techniques (vestiaires et sanitaires, atelier, stock...).

5.1.8.3.2. Véhicules

Le service doit disposer de :

- Véhicules utilitaires et fourgons atelier : renouvellement, travaux

5.1.8.3.3. Matériel d'exploitation

Le service devra acquérir les moyens matériels d'exploitation nécessaires à la gestion du service :

- Vêtements et accessoires de protections individuels : chaussure de sécurité, vêtements, casques, masques, gilet de sécurité, ...
- Gros outillage : disqueuse, outils de compactage, marteau piqueur,
- Outillages à main : pelle, pioche, brouette, boîte à outil,
- Outillage de travaux public : détecteur de canalisation,
- Matériel de signalisation
- Equipement de laboratoire : chimie de base
- ...

La Régie devra également prévoir la maintenance du matériel informatique via un contrat d'assistance ou via les services de la collectivité.

5.1.8.3.4. Stock et pièces de rechange

Le service devra s'être équipé du matériel, pièces de rechange, (...). Ces moyens pourront éventuellement être rachetés auprès du délégataire en place.

5.1.8.3.5. Matériel de bureautique et fournitures de bureau

La gestion du service nécessite également l'acquisition de matériels informatique et bureautique. Il devra ainsi être doté :

- D'ordinateurs fixes et portables,
- D'1 PC de réception de la télé-surveillance et de renvoi des alarmes sur le poste de l'agent d'astreinte
- De logiciels de bureautique, de facturation, de DAO, SIG, ...
- D'imprimantes/copieuses
- D'un standard téléphonique avec téléphones fixes et portables
- Etc.

5.1.8.4. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Outre les frais de rachats des biens de reprise, des équipements nécessaires à la gestion du service et des stocks et fournitures au concessionnaire en place, la Régie devra acquérir les matériels et fournitures pour faire fonctionner le service.

Elle devra également disposer d'un fonds de roulement lui permettant de faire face au décalage entre les dépenses de facturation et les premières recettes sachant que les premiers encaissements de la régie s'effectueront avec un décalage d'au moins 6 mois.

5.2. EXPLOITATION DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE CONCESSION (DSP DE TYPE AFFERMAGE)

5.2.1. Présentation

5.2.1.1. CARACTERISTIQUES DU CONTRAT DE CONCESSION

L'avantage de cette formule réside dans le fait que le concessionnaire assure l'exploitation à ses risques et périls et qu'il se rémunère au moyen de redevances prélevées directement sur les usagers.

Pour ce qui est de la durée de la concession, l'Article R. 3114-2 du code de la commande publique précise que pour « *Pour les contrats de concession d'une durée supérieure à cinq ans, la durée du contrat ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.* ».

Quant à la répartition des responsabilités, il revient à l'autorité concédante le soin d'assurer le financement des nouvelles installations, des renouvellements qui lui incombent selon la répartition indiquée au contrat ou des éventuelles extensions dont elle assure en conséquence la maîtrise d'ouvrage.

En contrepartie, il appartient au concessionnaire de financer le fonds de roulement, de recruter le personnel, d'assurer l'entretien courant du matériel nécessaire à l'exploitation et de réaliser les renouvellements mis à sa charge par le contrat.

Une redevance peut également être demandée au concessionnaire au titre de l'utilisation des installations exploitées relevant du domaine public de la collectivité.

Enfin, dans le cadre de la gestion du service qui lui a été transféré, le concessionnaire est responsable de sa bonne exécution devant les usagers, et les autres participants du service public.

5.2.1.2. TARIFS DE LA CONCESSION

Ces tarifs seront établis contractuellement. Néanmoins, les tarifs devront permettre de couvrir la rémunération du concessionnaire.

Une redevance pour occupation du domaine public pourra aussi être exigée de la part de ce concessionnaire.

A cette rémunération sous forme de redevance est fréquemment appliquée une surtaxe perçue sur l'utilisateur par le concessionnaire qui la reverse ensuite à l'autorité concédante. Cette surtaxe est destinée à couvrir tout ou partie des dépenses engagées par celle-ci pour la construction de l'infrastructure exploitée. Elle prend en compte notamment les charges d'intérêt des emprunts réalisés par la Collectivité ainsi que les charges d'amortissements et d'extension des installations ou ouvrages affermés. En revanche, l'entretien des installations reste à la charge du concessionnaire.

Enfin, une aide financière ponctuelle et non substantielle peut être contractuellement offerte au gestionnaire dans des proportions librement consenties.

5.2.2. Implications d'une gestion dans le cadre d'un contrat de concession (DSP de type affermage)

C'est le mode de gestion actuel du service.

En termes d'organisation pour la Collectivité, le choix de ce mode de gestion n'impliquerait donc aucun changement.

Un transfert de données sera à effectuer entre le fermier actuel et le futur concessionnaire (fichiers des abonnés, inventaires du patrimoine, éléments de compréhension du fonctionnement du service, etc...).

5.2.3. Procédure de mise en place

La mise en place d'un contrat de concession répond aux règles procédurales du code de la commande publique et des articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

L'objectif est une mise en concurrence des entreprises candidates pour la gestion du service selon les prescriptions d'un cahier des charges établi au préalable par la collectivité.

5.3. ENJEUX ET CONSEQUENCES DE LA MISE EN PLACE DE CHAQUE MODE DE GESTION

Le tableau suivant synthétise les principaux enjeux et conséquences de la mise en œuvre des modes de gestion décrits ci avant.

5.3.1. En termes de responsabilité pour la collectivité

Enjeux	Régie	Concession (DSP de type affermage)
Politique du service	La Collectivité définit et met en œuvre la politique relative au service : <ul style="list-style-type: none"> • Politique patrimoniale • Qualité du service • Politique tarifaire • Choix du mode de gestion 	
Responsabilité pénale	Totale	Transfert au concessionnaire en fonction du cahier des charges
Gestion du personnel	Totale	Aucune
Fixation des paramètres de gestion	Totale	Pour partie dans le cadre de l'élaboration du cahier des charges
Vis-à-vis des usagers	Totale	Le concessionnaire est en 1 ^{ère} ligne
Vis-à-vis de la réglementation	Totale	Partagée en fonction du cahier des charges

5.3.2. En termes d'organisation et de personnel

Enjeux	Régie	Concession (DSP de type affermage)
Sur l'organisation de la Collectivité	Renforcement important des moyens	Poursuite du mode de gestion actuel Contrat à mettre en place Contrôles à renforcer
Pour le personnel d'exploitation	Recrutement, Organigramme Gestion et responsabilités Carrières et formation Gestion des astreintes	Externe, assumée par le concessionnaire
Pour le personnel de l'exploitant	En cas de changement du mode de gestion ou d'exploitant, le personnel actuel est protégé par l'article L 1224-1 du code du travail	

Il est important de prendre en compte les spécificités du service de la Collectivité avec notamment la nécessité de disposer de moyens humains et techniques de très bon niveau pour assurer la gestion des ouvrages de production du service.

5.3.3. En termes de moyens techniques et financiers

Enjeux	Régie	Concession (DSP de type affermage)
Moyens techniques	Acquisition de moyens : <ul style="list-style-type: none"> ○ locaux ○ Véhicules et engins ○ Stocks et outillage ○ Informatique et sécurisation ○ Ingénierie à organiser 	Fait partie du contrat
	Règlement des comptes avec le concessionnaire (achat éventuel du stock et des consommables, ...)	
	Externalisation de certaines prestations (travaux, analyses, maintenance, ...)	
Finances	Besoin en fonds de roulement (6 à 8 mois environ à assumer) Tarif à adapter à l'annualité	Tarif résultant: -des caractéristiques du service attendu -des résultats de la mise en concurrence

5.3.4. En termes de gestion des abonnés

Paramètre	Régie	Concession (DSP de type affermage)
Gestion des abonnés	Avantage de la proximité Logistique à créer	A prévoir au contrat Contrôle rigoureux à exercer Effet d'interface Client/Service
Gestion des abonnés en cas de crise	Logistique à créer Information à créer	A prévoir au contrat Information maîtrisée par un système centralisé

5.3.5. En termes de gestion patrimoniale

Paramètre	Régie	Concession (DSP de type affermage)
Patrimoine	Mise à niveau réglementaire et extensions de la responsabilité de la collectivité et du délégataire	
Renouvellements	Programmation sur le principe de l'annualité	Lissage sur la durée du contrat
Gestion des branchements	Structure à mettre en place (ou externalisation)	A prévoir au contrat

5.3.6. Réglementation, communication et gestion des crises

Paramètre	Régie	Concession (DSP de type affermage)
Evolutions, veille réglementaire	Moyens à mobiliser + externalisation	Incluse (mutualisation au sein de l'entreprise)
Cadre réglementaire	Marchés Publics (Code de la Commande Publique) → Objectifs de moyens = contrat de moyens	Concession → Objectifs de résultats = contrat d'objectifs
Communication et relations extérieures	Directes	A contrôler et à maîtriser
Gestion des crises	Difficile ou à mutualiser avec d'autres collectivités	Partagée et mutualisée au sein de l'entreprise

5.3.7. Position de la Collectivité en fonction des différents modes de gestion

Paramètre	Régie	Concession (DSP de type affermage)
Contact avec l'utilisateur	Lien direct	Interface entre la collectivité et l'utilisateur
Maitrise de l'ensemble des paramètres de gestion	Par la Collectivité	En grande partie par le concessionnaire
Responsabilité des élus	Responsabilité directe des élus même en cas de prestations de service	Responsabilité partagée avec le concessionnaire en fonction du contrat
Risque financier lié à la gestion	Assumé par la Collectivité	Assumé par le concessionnaire
Difficultés liées au contrôle	Information directe	Nécessité d'un contrôle et d'un flux d'information à mettre en place
Recours à des moyens spécifiques, à l'information, à l'expérience	A rechercher auprès d'autres collectivités ou à travers de contrats de prestations de service	A prévoir au cahier des charges
Aspects économiques	Equilibre annuel charges et recettes Peu de mutualisation envisageable Pas de CET ni d'IS	Recherche d'une marge bénéficiaire Mutualisation des charges entre plusieurs services Tarifs des fournitures plus bas compte tenu de l'effet d'échelle Stabilité des tarifs mais attention aux formules d'indexation
Moyens à mettre en œuvre par la Collectivité	Moyens humains et matériels à mobiliser	Moyens propres du concessionnaire

6. ELEMENTS DE REFLEXION

L'objet de cette partie est de livrer des éléments de réflexion en complément des analyses précédentes et sur la base desquels les décideurs pourront faire un choix de mode de gestion.

6.1. LE CONTEXTE DE LA GESTION DE L'EAU

Durant les 30 dernières années de nombreux bouleversements ont été constatés dans la gestion des services d'eau et d'assainissement :

- La médiatisation (les problèmes de pollution, le prix de l'eau, la rareté de la ressource...),
- La Loi Sapin de janvier 1993 et les textes subséquents (organisation de la mise en concurrence, cadre de transparence, ...),
- L'ordonnance n°1016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application qui modifient les articles L.1411-1 et suivants du CGCT.

Par ailleurs, des évolutions ont rendu le contexte socio-économique plus difficile pour les acteurs :

- La stagnation des rythmes d'investissement,
- La sensibilité des élus aux procédures avec une crise de légitimité entre élus, électeurs, administrés, consommateurs,
- L'abaissement du seuil de sensibilité du public et des consommateurs.

Enfin, les contraintes croissantes conduisent à adapter l'organisation des services :

- Contraintes réglementaires (qualité de l'eau, protection de l'environnement),
- Responsabilités civiles et pénales liées à la protection de l'environnement,
- Evolutions technologiques,
- Cadre juridique et fiscal.

Pour les services d'eau potable, il est donc nécessaire de raisonner (aussi bien en termes d'investissement que pour l'exploitation) sur des plans pluriannuels et donc de dépasser le cadre annuel des exercices budgétaires.

6.2. REGIE ET CONCESSION (DSP DE TYPE AFFERMAGE)

Ce sont deux modes de gestion totalement différents entre lesquels le CGCT exige que la collectivité choisisse. Ce sont 2 modes de gestion qui diffèrent notamment sur les points suivants :

- Règles comptables, fiscalité,
- Organisation du travail,
- Annualité des équilibres financiers d'une régie,
- Fixation des tarifs pour la durée du contrat en délégation.

La jurisprudence admet que la compétence puisse être scindée au sein du territoire de la Collectivité pour l'intérêt de gestion du service public. De sorte les deux modes de gestion peuvent être combinés sur un même territoire en fonction des caractéristiques techniques financières et/ou juridiques du service.

6.3. LES APPORTS DE LA CONCESSION (DSP DE TYPE AFFERMAGE)

Les principaux points attendus d'un concessionnaire sont les suivants :

- Gestion du personnel affecté au service,
- Apports technologiques et réglementaires,
- Mobilisation de spécialistes dans de nombreux domaines,
- Mobilisation de moyens adaptés en situation de crise,
- Mutualisation de moyens sur différents services permettant d'atteindre une taille critique,
- Gestion aux risques et périls.

L'une des difficultés dans la délégation est que toutes les informations inhérentes à l'exploitation du service et notamment les données financières sont détenues par le concessionnaire. Il est donc indispensable de mettre en place un contrôle, contrôle aujourd'hui exercé par les services de la Collectivité.

6.4. LES APPORTS DE LA REGIE

Les principaux points qui différencient la Régie des modes de gestion délégués sont :

- Une meilleure maîtrise de l'ensemble des décisions à prendre pour l'exploitation du service :
 - moyens à mettre en œuvre,
 - priorités,
 - consignes d'exploitation, etc.
- Une vision claire des coûts réels du service,
- Le contact direct avec les usagers.

7. MODE DE GESTION ENVISAGE

7.1. MOTIVATION DU CHOIX ET RECOMMANDATIONS

La reprise en régie de l'exploitation de la partie du service de l'eau potable de la CA actuellement délégué impliquerait :

- la mobilisation de moyens humains importants (au moins 18 à 25 personnes supplémentaires si la régie n'externalise que certaines tâches comme les travaux de renouvellement et les travaux neufs) et le renforcement de l'organisation du service (réception et gestion des abonnés supplémentaires, etc.),
- la mobilisation de moyens spécifiques techniques et humains : moyens techniques adaptés à l'exploitation des équipements, moyens humains avec de nouvelles compétences (hydrauliciens, électromécaniciens, etc.),
- la prise de responsabilité totale des risques inhérents à la gestion du service et des conséquences induites

En conséquence, la Collectivité souhaite poursuivre une gestion déléguée de la partie du service actuellement externalisée (contrat d'affermage actuel et contrats de prestation de services), afin d'assurer la continuité du service aux usagers, tout en gardant un contrôle sur l'activité et son gestionnaire, qui assumera les risques et périls inhérents à l'exploitation du service.

Par ailleurs, dans l'objectif de fournir le même niveau de service à l'ensemble des usagers du territoire concerné, la CA souhaite que l'exploitation du service soit réalisée dans le cadre d'un contrat unique en eau potable.

Le respect de la procédure de mise en place des contrats de concession s'impose donc.

La Collectivité a déjà procédé à l'identification globale de ses besoins, et peut d'ores et déjà préciser le cadre qui sera la base du futur contrat, et notamment :

- l'objet et l'étendue de la délégation ;
- le régime des travaux concurrentiels et exclusifs ;
- les plans de communication et d'information sur le service ;
- la gestion et l'accueil des usagers ;
- la prise en compte de l'évolution du périmètre d'exploitation ;
- le rendu et les informations fournis par le futur concessionnaire ;
- les modalités et les outils de contrôle de l'autorité délégante.

Ainsi à l'issue de l'analyse des services, les points suivants ont été mis en évidence comme des points à améliorer et renforcer :

- qualité du service rendu à l'utilisateur,
- le renforcement du renouvellement patrimonial des canalisations,
- le suivi technique et financier de ces renouvellements,
- un renforcement de la sécurisation des ouvrages face aux actes de malveillance

- la réduction des consommations d'énergie,
- le maintien du rendement de réseau (garantir a minima un rendement à 85%)
- rétablir la qualité de l'eau en renforçant le traitement de l'eau potable notamment face aux PFAS et pesticides

Ce sera donc lors de l'élaboration du cahier des charges nécessaire à la mise en concurrence des candidats concessionnaires, que l'autorité délégante pourra affiner ses objectifs et exigences.

7.2. PERIMETRE

Le périmètre du contrat comprend les périmètres actuellement délégués des 7 Communes gérées dans le cadre du contrat de DSP et des ouvrages production-stockage alimentant 22 communes (secteur Sierentz) + 8 communes (secteur Sundgau) gérées dans le cadre des PS, cités plus hauts.

7.3. CHOIX DE LA DUREE

L'article L. 3114-8 du code de la commande publique énonce :

« Dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets, les contrats de concession ne peuvent avoir une durée supérieure à vingt ans sauf examen préalable par l'autorité compétente de l'Etat, à l'initiative de l'autorité concédante, des justifications de dépassement de cette durée. Les conclusions de cet examen sont communiquées, le cas échéant, aux membres de l'organe délibérant compétent, avant toute délibération de celui-ci »... ».

Les articles R. 3114-1 et R. 3114-2 du même code précisent :

« Pour la détermination de la durée du contrat de concession, les investissements s'entendent comme les investissements initiaux ainsi que ceux devant être réalisés pendant la durée du contrat de concession, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exploitation des travaux ou des services concédés.

Sont notamment considérés comme tels les travaux de renouvellement, les dépenses liées aux infrastructures, aux droits d'auteur, aux brevets, aux équipements, à la logistique, au recrutement et à la formation du personnel. »:

« Pour les contrats de concession d'une durée supérieure à cinq ans, la durée du contrat ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat »....».

Avant d'être définitivement approuvé, des études préalables ont été d'ores et déjà menées sur les types de traitement susceptibles d'être mis en place dans le cadre d'une future station de traitement et les éventuelles conditions d'installation :

- Essais qualité de l'eau : Etudes Diabolo charbon actif et membranes sur les ressources en eau potable de SLA, sur les captages de Saint-Louis Neuweg, Hésingue et Bartenheim
- Essais Géotechniques
- Note Technique : devenir de l'unité de dénitrification du champ captant de Saint-Louis

Ces travaux présentent une masse financière importante qui avoisinerait les 5 à 8 M€ HT et devant être engagés dès la prise du contrat.

D'autres travaux envisagés sur le périmètre du futur contrat permettront de renouveler le patrimoine affecté au service, d'en améliorer les performances et de protéger l'environnement en réduisant les nuisances et en réduisant les consommations d'énergie.

Les services de SLA n'ont pas la capacité d'assurer directement le suivi de ces opérations nouvelles et, il est proposé de confier la totalité des travaux au futur délégataire.

Il sera possible d'intégrer dans ce programme les travaux de renouvellement du réseau et ceux nécessaires à des renforcements de réseaux.

Dans cette hypothèse, l'Article R3114-2 du code de la commande publique dispose que : « *Pour les contrats de concession d'une durée supérieure à cinq ans, la durée du contrat ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.* »

La durée proposée pour le contrat est de **12 ans avec une date de démarrage prévue au 1^{er} janvier 2025.**

7.4. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Les caractéristiques du contrat de concession envisagé sont les suivantes :

Nature du Contrat : Contrat de concession de type affermage intégrant la réalisation de travaux concessifs visant à renforcer et renouveler les ouvrages et canalisations du service.

Durée envisagée : 12 ans avec une date de démarrage prévue au 1^{er} janvier 2025

Investissements nécessaires au bon fonctionnement du service :

Concessionnaire : llot(s) concessif(s) relatif(s) à la réalisation des travaux

Collectivité : une partie des investissements.

Renouvellement : **Concessionnaire :** renouvellement fonctionnel des équipements et une partie du renouvellement patrimonial des branchements et canalisations

Collectivité : une partie du renouvellement patrimonial

Rémunération : **Concessionnaire :** directement sur l'usager

Collectivité : possibilité de percevoir une redevance

Risques et périls : à la charge du concessionnaire

Le concessionnaire aura à sa charge l'exploitation de l'ensemble du système de l'eau potable collectif ainsi que la gestion des abonnés.

Il assumera donc l'ensemble des prestations nécessaires au bon fonctionnement du service (entretien des équipements, paiement des fournitures, etc...) et assurera une partie des renouvellements. Notamment, les travaux de renouvellement des équipements et d'une partie des canalisations et des branchements nécessaires au fonctionnement du service, et étroitement liés à la qualité de l'entretien, sont à la charge du Concessionnaire.

Un cahier des charges établi par la collectivité détaillera les prestations attendues du concessionnaire. Le choix du nouveau concessionnaire se fera à l'issue de la procédure de délégation de gestion prévue par le code de la commande publique et des articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Collectivité assurera un contrôle de la délégation et le concessionnaire remettra chaque année, et avant le 1^{er} Juin « *un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services* », permettant en outre « *aux autorités concédante d'apprécier les conditions d'exécution du service public* », conformément aux dispositions combinées des articles L. 1411-3 et R.1411-8 du CGCT, ainsi que du code de la commande publique..

7.5. CADRE JURIDIQUE

Il est rappelé que la Collectivité met à la disposition du concessionnaire pour la durée du contrat, les installations qu'elle a fait aménager en vue de l'eau potable du périmètre concerné.

Le concessionnaire aura à reprendre le personnel aujourd'hui affecté à la gestion du service conformément au Code du Travail.

En contrepartie, pèse sur le concessionnaire une obligation de garantie de bon fonctionnement, de mutabilité et de continuité de service mais aussi de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité.

Ainsi, le concessionnaire s'engagera à assurer le fonctionnement et à maintenir pendant toute la durée du contrat, en bon état de marche, l'ensemble des ouvrages et installations qui lui seront confiés.

A ce titre, il assurera tous les travaux d'entretien et de réparation courante de façon à garantir le fonctionnement continu du service et à éviter une détérioration ou un vieillissement prématuré des ouvrages, installations ou équipements.

La gestion du service inclut notamment :

- L'obligation d'assurer la surveillance, le fonctionnement et l'entretien des installations destinées à l'eau potable,
- Le droit exclusif d'assurer le service de l'eau potable au profit des usagers dans tout le périmètre de l'affermage,
- La relation avec les abonnés,
- Le cas échéant, le paiement d'une redevance au titre de l'utilisation des installations nécessaires à l'exploitation et relevant du domaine public de la collectivité.

Il est précisé que l'ensemble de ces prestations seront reprises et détaillées dans le cahier des charges qui sera transmis aux candidats admis à présenter une offre, tout en laissant une place à la négociation qui fait la particularité de la procédure de passation des contrats de concession.

oOo